

**ARRÊTÉ MUNICIPAL N° 015 - 2022  
DE LA COMMUNE DE MONTREVEL-EN-BRESSE**

**Arrêté de voirie temporaire réglementant la  
circulation et le stationnement rue de la Liberté – rue  
Ferrachat**

Le Maire de la Commune de Montrevel-en-Bresse,

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée par plusieurs textes et notamment par la loi 96-142 du 21 février 1996 relative à la partie législative du Code Général des Collectivités Territoriales qui traite des droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU le Code Général des collectivités territoriales et notamment les articles L2213-1 à L2213-6 qui définissent les pouvoirs de police du maire dans l'agglomération pour toutes les catégories de voies,

VU le Code de la route et notamment l'article R110-1 qui régit l'usage des voies ouvertes à la circulation publique, les articles R411-1 à R411-8 définissant les pouvoirs généraux de police sur les voies ouvertes à la circulation publiques autres que les autoroutes, et les articles R411-25 à R411-28 qui traitent du respect de la signalisation routière,

VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière modifiée qui fixe les règles d'utilisation et d'implantation de la signalisation routière et notamment la 1ère partie (généralités - arrêté du 7 juin 1977) et la 8ème partie (signalisation temporaire - arrêté du 6 novembre 1992 modifié),

VU l'arrêté municipal de voirie permanent du 29 avril 2019 instaurant une interdiction de stationner rue Ferrachat (VC 103),

VU l'arrêté municipal de voirie permanent du 13 juillet 2020 réglementant la circulation et le stationnement au centre-ville, le mardi, jour de marché,

VU la demande du 10 février 2022 de l'entreprise AQUALTER DR EST - BRESSE, 250, chemin de la Veyle – ZA le Chatelard - 01310 SAINT-RÉMY, représentée par M. Vincent MAURICE (04 74 25 24 98), qui doit intervenir sur le domaine public pour des travaux de branchement au réseau d'eau potable, rue de la Liberté,

**Considérant**, d'une part, que la demande d'occupation temporaire de la voie publique revêt un caractère exceptionnel, et qu'elle apparaît justifiée au regard du but poursuivi,

**ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** : L'entreprise AQUALTER DR EST - BRESSE est autorisée à occuper le domaine public pour des travaux de création d'un branchement au réseau d'eau potable, rue de la Liberté.

**Article 2** : Durant les travaux, l'entreprise AQUALTER DR – BRESSE est autorisée à stationner un véhicule rue Ferrachat (VC 103), sans pour autant empêcher la circulation de tout autre véhicule. Cette autorisation sera suspendue les mardis de 6 h à 14 h en raison du marché hebdomadaire.

**Article 3** : La rue de la Liberté sera barrée. La circulation de tout véhicule et le passage de tout piéton seront interdits dans les deux sens, depuis la Grande Rue (RD 975) jusqu'à la rue Ferrachat (VC 103).

**Article 4** : Les dispositions définies par les articles 1<sup>er</sup>, 2 et 3 prendront effet le 28 février 2022 jusqu'au 29 mars 2022.

**Article 5 :** Selon les conditions de déroulement du chantier, cette réglementation pourra être levée préalablement à son expiration.

**Article 6 :** Une signalisation conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation sera fournie, mise en place et entretenue par l'entreprise AQUALTER DR EST - BRESSE, chargée des travaux, sous le contrôle des services techniques de la commune.

**Article 7 :** Le présent arrêté sera publié dans la commune de MONTREVEL-EN-BRESSE.

**Article 8 :** Au terme de l'occupation, le pétitionnaire s'engage à remettre les lieux dans leur état primitif. En cas d'inexécution, un procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office à ses frais.

**Article 9 :** L'autorisation accordée sera révocable à tout moment si l'intérêt de la voirie, de l'ordre public ou de la circulation l'exige, ou si le pétitionnaire ne se conforme pas aux indications qui lui auront été imposées. La responsabilité civile et pénale du bénéficiaire pourra être engagée en cas d'accident ou de dégâts survenus du fait, ou à l'occasion de l'occupation des lieux.

**Article 10 :** Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Lyon, 184 rue Duguesclin - 69433 Lyon Cedex 03, dans un délai de deux mois à compter de la date de publication.

**Article 11 :** Monsieur le Maire de la commune, Monsieur le Directeur des Services et Monsieur le Chef de la Brigade de gendarmerie, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Article 12 :** Ampliation du présent arrêté sera adressée :

- A Monsieur le Chef de la Brigade de Gendarmerie de Montrevel-en-Bresse,
- Au Centre d'Incendie et de Secours de Montrevel-en-Bresse,
- Aux services techniques de la commune de Montrevel-en-Bresse,
- A Mme Nadine Ransay, ASVP,
- A l'entreprise AQUALTER DR EST - BRESSE.

Montrevel-en-Bresse, le 16 février 2022  
Le Maire, Jean-Yves BREVET



Pour le Maire  
et par délégation,  
L'Adjoint délégué  
C. DESTIERS